



LA FEDERATION COMMUNIQUE

12^{ème} congrès fédéral :

LA CHOCOLATERIE DE DIJON DOIT VIVRE !

Les 321 délégués au 12^{ème} congrès fédéral ont occupé le site de la chocolaterie de Bourgogne le 3 juin 2021.



Ils refusent l'abandon d'un outil de production utile au développement régional et national. Ils ont fustigé l'incurie du patronat et des pouvoirs publics, sacrifiant notre souveraineté alimentaire sur l'autel du profit capitaliste. Ils ont déposé la motion (ci-dessous) auprès de la municipalité de Dijon. Ils appellent à ne rien lâcher sur l'objectif de la relance de l'activité chocolatière.

« Lors du 12^{ème} congrès fédéral, réuni en sa séance du 3 juin 2021 sur le site de la chocolaterie de Bourgogne, fermée en mars 2021, les 321 congressistes exigent l'élaboration d'une solution économique et financière saine et viable, négociée avec les organisations syndicales, permettant la relance d'une activité chocolatière, la modernisation de l'outil de production et la création d'un minimum de 200 emplois permettant de construire des perspectives sérieuses et responsables.

Depuis 50 ans, notre syndicat Cgt du site a lutté avec les salariés pour que la Choco vive, continue d'exister et de se développer. Il a avancé des propositions conséquentes dans un document alternatif valorisant le savoir-faire, les potentiels de production et de commercialisation, pour un réel avenir de l'activité chocolatière s'inscrivant dans le développement de l'économie régionale.

La fermeture de la chocolaterie, comme celle de tant d'autres outils industriels agroalimentaires, est la démonstration que le système capitaliste ne répond plus aux attentes des travailleurs et de la population. Toujours plus de profit pour des actionnaires n'apporte dans aucun cas une solution pérenne ni pour la population, ni pour la souveraineté alimentaire de notre pays.

Le 12^{ème} congrès de notre Fédération exige des responsables politiques et économiques de la région Bourgogne Franche-Comté qu'ils assument toutes leurs responsabilités. Des mesures doivent être prises pour construire une solution de développement qui tourne le dos aux abandons industriels et nationaux. Nous refusons la création d'une nouvelle friche industrielle.

Dans ce cadre, une nationalisation pérenne ou toute autre solution engageant l'Etat, les collectivités locales, les responsables des instances patronales locales et nationales doivent être responsabilisés au plus tôt.

Nous poursuivrons notre combat pour que « Vive la Choco ».

Dijon, le 3 juin 2021